



*Cabinet du Président*

**DISCOURS DE MONSIEUR LOÏG CHESNAIS-GIRARD, PRÉSIDENT DE LA RÉGION  
BRETAGNE,**

**Session d'avril**  
*Audioconférence, le 9 avril 2020*

Cher·e·s collègues,

Merci chers collègues. Remerciements aux équipes qui ont organisé cette session particulière. Permettez-moi, avant d'entrer dans le vif de cette session, d'avoir une pensée d'abord pour celles et ceux qui, en Bretagne, s'inquiètent, celles et ceux qui, en Bretagne, ont perdu un proche, un ami, un membre de la famille, et toutes celles et ceux qui vivent la période avec angoisse, ce que nous comprenons bien entendu.

Un mot aussi pour les hommes et femmes qui nous ont quittés dernièrement, les grands bretons qui ont disparu. Je pense à Louise Ebrel, je pense à Donatien Laurent, je pense à Christian Bonnet hier. Nous aurons l'occasion lors d'une prochaine session bien entendu, de leur rendre hommage comme nous le leurs devons.

Mes chers collègues, cette session est un peu particulière. Nous sommes dans une quatrième semaine de confinement. Le COVID19 est là sur le pays et la Bretagne pour le moment est plutôt préservée. Ne croyons pas toutefois la Bretagne hors du contexte national. Respectons et faisons respecter les consignes. C'est ce que nous faisons là, en organisant cette session sous cette forme. Et je vous remercie encore une fois d'avoir accepté cette organisation et la mise en œuvre de cette session dans des conditions un peu particulières.

Nous sommes dans un moment hors norme, dans un moment extra ordinaire, un moment dans lequel l'essentiel est en jeu, notre santé et celle de nos proches. Un moment où notre vie quotidienne est bouleversée avec le confinement, qui génère beaucoup de stress pour les Bretonnes et les Bretons. C'est un moment aussi où l'arrêt de notre vie économique, culturelle, sportive, sociale, nous fait craindre forcément le pire pour l'avenir. Les moteurs de l'avion sont arrêtés et nous planons encore. La question c'est comment on va se poser. Certains font le parallèle avec la crise de 29. Certains font le parallèle avec d'autres crises que nous avons connues. Nous sommes à mon sens dans une situation

inédite. Cette fois-ci c'est bien la consommation et la production qui sont arrêtées en même temps. Un choc de l'offre et de la demande en même temps. Tous les économistes avaient peut-être réfléchi à ce scénario, mais personne bien entendu n'avait imaginé que cela puisse exister. Nous avons donc une période quelque part extraordinaire, au sens étymologique du terme. Nous devons travailler ensemble pour nous en sortir. Il nous faut une mobilisation très forte de l'Union européenne, de l'Etat et des territoires. Il nous faudra des moyens considérables. J'espère que les chefs d'État, de gouvernement, les ministres, s'organisent pour que l'Union européenne soit à la hauteur. Cela me semble indispensable, sinon je prédis qu'effectivement nous vivrons des moments compliqués.

En ce moment il faut penser aussi à celles et ceux qui permettent de tenir. Je pense aux soignants, je pense aux travailleurs, je pense aux aidants, je pense à ceux qui nous permettent de nous nourrir. Je pense aussi aux hommes et aux femmes qui font tourner les entreprises de réseaux pour que nous puissions continuer à avoir de l'eau, de l'électricité, de l'énergie en général, des télécoms. Ils sont tous les jours sur le terrain et, en Bretagne, où nous vivons de temps en temps des tempêtes plus qu'ailleurs, au niveau climatique, ils sont présents, ils répondent présent et c'est indispensable de les saluer. Cette crise d'ailleurs, au passage, nous rappelle que les salaires ne sont pas toujours liés à l'utilité sociale, loin s'en faut.

Pour ce qui est de la Bretagne je souhaite mettre en avant notre civisme. Le civisme des Bretonnes et des Bretons, le civisme de ceux qui font en sorte de participer à l'autonomie alimentaire de notre pays. Notre fierté est de participer à la guérison aussi avec des travaux réalisés par de nombreuses entreprises en Bretagne.

Sur cette période, que doit être l'action de la Région et de son Président ?

C'est faire tout ce que nous pouvons pour protéger la santé des Bretons. Protéger la santé des Bretons, c'est l'achat de masques, c'est l'achat de tests, c'est l'achat de gels hydroalcooliques, pour participer à la protection des Bretons, pour participer à la solidarité nationale. Nous avons acheté deux millions de masques avec les Départements, avec Brest Métropole, Rennes Métropole. 700 000 doses de gels qui ont été achetées à McBride de Rosporden. Elles seront distribuées dans les intercommunalités dans les jours qui viennent pour être disséminés sur l'ensemble du territoire, pour celles et ceux qui sont au contact, les services publics en général. 100 000 tests ont aussi été réservés auprès d'une entreprise qui s'appelle NG Biotech qui se trouve à Guipry-Messac et qui a été validé par les autorités de santé. Ces sujets-là, visent à protéger la santé des Bretonnes et des Bretons. C'est 4 à 5 millions d'euros que nous avons aujourd'hui engagés.

Deuxième sujet pour protéger les Bretonnes et les Bretons c'est bien entendu nos entreprises et nos associations. C'est le plan d'urgence de 103 millions qui a été voté à l'unanimité de la commission permanente, et je remercie encore l'engagement de tous les bancs de l'hémicycle, pour accélérer nos versements, pour accompagner nos entreprises, et ainsi c'est au cours des dernières semaines

60 millions d'euros qui ont été versés dans l'économie bretonne en avance de phase. C'est considérable, et bien entendu pas encore suffisant, mais nous prenons notre part. Pour rassembler, réunir toutes les énergies qui veulent participer à cette bataille, nous devons nous organiser. Nous organiser, c'est quelque part un peu la mission de la région. Nous devons assumer ce rôle de coordinateur, d'animateur, j'ai envie de dire de catalyseur d'énergie, et c'est ainsi que nous avons pu créer la Task Force « Entreprises unies », ce réseau qui met ensemble des entreprises du médical, de la production, du numérique, pour produire des solutions qui répondent à l'attente de nos concitoyens et principalement à l'attente des soignants dans la période. Nous travaillons pour cela avec les équipes de l'ARS pour que les réponses soient bien coordonnées et qu'elles répondent aux exigences de santé.

Nous avons aussi créé en un temps record la plateforme produitslocaux.bzh. Cette plateforme qui a été ouverte ce matin accueille plus de 750 producteurs et accueille plus de 30 000 consommateurs aujourd'hui, et le chiffre va continuer puisqu'elle n'a été ouverte que lundi. L'idée est de rapprocher là aussi l'acte d'achat, des hommes et des femmes qui produisent, les marins-pêcheurs, les agriculteurs, les artisans, les commerçants. Je vous invite toutes et tous à diffuser l'information, à appeler autour de chez vous celles et ceux qui produisent, celles et ceux qui produisent et qui transforment, celles et ceux qui notamment peuvent livrer car c'est une attente très forte de nos concitoyens, et avec cet outil je prédis que nous participons à l'accélération de certains changements qui sont souhaitables dans nos comportements d'achat et de consommation.

Nous nous sommes engagés aussi aux côtés d'entrepreneurs qui ont l'ambition de relancer l'usine de masques à Plaintel. Une usine de masques qui pourra être relancée si le business plan est réaliste, s'il y a la capacité à tenir à un modèle qui dure au-delà de la crise que nous traversons. C'est bien un projet d'entrepreneurs. Nous accompagnons les entrepreneurs, nous accompagnons celles et ceux qui regardent ce projet avec attention. Nous sommes coordonnés avec la présidente de Saint-Brieuc agglomération et le président des Côtes d'Armor sur ce sujet, et bien entendu ce projet industriel et de souveraineté pourrait devenir aussi pourquoi pas, un projet populaire pour emmener des hommes des femmes qui auront envie de l'accompagner, si les porteurs de projets et les industriels considèrent qu'il est viable et qu'il mérite d'être lancé dans les prochaines semaines. J'ai bien entendu pris l'attache du gouvernement et notamment d'Agnès Pannier-Runacher et du cabinet de Bruno Lemaire pour regarder les sujets des commandes actuelles, et les conditions dans lesquelles l'État pourrait accompagner cette initiative locale. Nous avons à faire vite, nous avons à agir de manière concrète sur le terrain, c'est vraiment l'enjeu qui est le nôtre. La réactivité des équipes est à souligner. Je tiens à le redire, nous sommes fiers de ce service public, nous sommes fiers de ces hommes et de ces femmes et je les remercie pour leur engagement.

Mais faire en collectif, cela veut dire aussi rester cohérent, travailler aux cohérences, travailler aux cohésions, travailler au rassemblement pour éviter les polémiques et les dissonances. C'est le travail

que nous avons fait ensemble, chers collègues, et nous l'avons prouvé dans le vote unanime de la commission permanente la semaine dernière. Je remercie encore une fois tous les collègues présents, y compris pour les réflexions ou les messages qu'ils peuvent adresser, quels que soient les bancs, pour travailler une idée, travailler un concept, travailler un projet. C'est aussi le travail que nous réalisons en nous coordonnant avec l'État en région, avec la préfète de région, avec les quatre préfets de département, avec le recteur, avec le directeur de l'ARS, parce qu'aujourd'hui il est important de jouer groupés et de jouer en cohérence et je prends ma part dans cette cohérence. Et enfin de nous coordonner aussi avec les acteurs économiques et sociaux. C'est le travail que nous faisons avec l'ensemble des filières. Le travail qui est réalisé avec les filières au quotidien, toute l'année, nous permet aujourd'hui d'être encore plus réactifs dans la période pour accompagner les filières de l'ensemble de l'économie, et particulièrement de l'agriculture et de la pêche.

Enfin nous avons lancé la conférence sociale, qui se réunit toutes les semaines. Cette conférence sociale qui nous permet d'avoir des échanges permanents avec les organisations syndicales, avec les représentants du monde de l'entreprise, avec aussi la préfète. Cette réunion a lieu tous les vendredis depuis quatre semaines maintenant, et elle permet un échange de haut niveau. Elle permet même d'écrire un communiqué commun, c'est ce que nous avons fait cette semaine.

Nous avons enfin un travail de coordination avec les élus. Je pense aux quatre présidents de Département. Nous nous réunissons toutes les semaines par téléphone, pour avancer. Nous avons ouvert des boucles avec les EPCI. Nous avons ouvert des boucles avec les associations de maires. Nous avons là des outils de réactivité qui nous permettent, à l'échelle de la Bretagne, d'accélérer les échanges, d'accélérer les initiatives et de les coordonner au niveau régional. Ce qui n'empêche pas l'initiative locale, au contraire, cela démultiplie, c'est ma manière d'ailleurs de penser l'écosystème régional. Et enfin, de nous coordonner avec les Bretonnes et les Bretons qui se demandent ce que nous faisons. Nous y participons tous avec les messages que nous passons sur les réseaux sociaux. J'y participe à ma part, en essayant de rester humble, en restant dans la transparence, dans la clarté. En gros la règle que je me suis donnée, c'est de dire ce que je sais, de ne pas dire quand je ne sais pas, de travailler sur mon action d'élu, de travailler sur l'action de l'équipe régionale, et de montrer que nous sommes partenaires de la solidarité nationale, à notre niveau, on fait ce que l'on peut, on prend notre part et on se coordonne à mon sens avec l'humilité.

C'est de montrer que nous sommes capables d'agir concrètement et c'est ce qu'attendent nos concitoyens, ce sont bien des actes.

Enfin c'est bien entendu de faire tout cela en pensant à l'avenir. Penser à l'avenir parce qu'il y aura un lendemain. Donc d'agir pour l'avenir parce que, quand il va falloir redémarrer, et il va falloir redémarrer. Cela ne pourra pas être comme si rien ne s'était passé. Nous devons travailler sur notre capacité collective à anticiper, travailler sur notre capacité collective à agir, et éviter de nous

retrouver dans des situations où, au pied du mur, nous nous retrouverons à agir en catastrophe. Nous sommes trop souvent dans le curatif et un jour viendra où le curatif ne suffira pas et ce sera trop tard. Cette session vise donc à travailler sur la période de crise. Ce n'est pas encore la session où nous allons tirer les leçons de la situation. Ce n'est pas encore le temps des commentaires, c'est le temps de l'action, l'action d'urgence pour les concitoyennes et les concitoyens.

Nous avons bien entendu en tête que le jour viendra, et je le souhaite, où nous aurons des débats. Des débats sur nos positionnements respectifs, des débats sur nos ressentis, les débats sur les jugements que nous portons sur l'action d'untel ou untel. Des débats auront lieu aussi, je le sais au niveau national, nécessairement, et chacun pourra s'exprimer, et je vous assure, chers collègues, que je serai le garant de la capacité d'expression de chacune et de chacun dans l'hémicycle régional. Mais là, dans la période, notre responsabilité est d'agir, notre responsabilité est d'agir sur le front sanitaire en accompagnant les soignants et en accompagnant bien entendu ceux qui font tourner nos entreprises, nos services publics et les services essentiels.

Je ne serais pas complet si je ne disais pas que nous aurons à travailler à l'avenir pour redémarrer et faire redémarrer la Bretagne, si je reprends l'image de l'avion, en étant en capacité d'intégrer l'exemplarité environnementale et sociale. Nous avons fait la BreizhCOP. Nous avons pris des engagements et il est indispensable de garder en tête ce sujet de l'exemplarité et sociale, et environnementale, pour le redémarrage. Je le dis là, je n'ouvrirai pas le débat, mais je sens, je pressens que sur la planète entière, au niveau de l'Europe, au niveau même peut-être de nos territoires, nous aurons des clivages, nous aurons des différences sur la manière de faire reprendre l'économie. Certains commencent à dire qu'il va falloir lever les contraintes, lever les normes sociales, lever les normes environnementales.

Je pense tout le contraire, je pense qu'au contraire nous avons à prendre nos responsabilités, et à faire en sorte d'affirmer le monde de demain tel que nous le voulons, et de mettre en œuvre bien entendu les règles et les moyens politiques, et donc budgétaires, et donc activer les outils, y compris fiscaux, pour être en capacité d'agir, et de faire en sorte que cette exemplarité environnementale et sociale de toute l'économie et de toute la société se mette en œuvre dans ce redémarrage.

Voilà ce que je voulais vous dire à chacun, à cet instant. Je ne veux pas être oiseau de mauvais augure donc je ne vais pas, à cet instant, relayer les risques sur notre économie, les risques sur l'ensemble de nos entreprises. Vous connaissez comme moi la situation. Nous aurons de graves crises sociales vraisemblablement derrière cette crise sanitaire. Nous aurons à travailler, travailler pour réparer tout cela, mais en attendant nous devons atténuer, anticiper les fractures sociales et territoriales, et donc agir au quotidien. C'est la raison pour laquelle nous sommes ici et c'est la raison pour laquelle je vous ai proposé cette réunion extraordinaire sous cette forme, en laissant les uns les autres pouvoir s'exprimer dans quelques instants.

Enfin dernière chose, qui ne fera pas l'objet d'un vote aujourd'hui, mais j'en ai prévenu les présidents de groupe il y a quelques jours. Nous allons accélérer dans notre coordination avec les territoires, nous allons travailler sur un fonds multi-collectivités qui intégrera aussi la banque des territoires, pour pouvoir accompagner de manière encore plus forte les entreprises qui, après toutes les aides qui ont été proposées par le niveau national, par les niveaux des collectivités, par la Région, par la banque d'investissement, pourraient se retrouver à cours. Je pense bien entendu aux entreprises de moins de 10 salariés dans nos quartiers, dans nos bourgs, dans nos communes qui ont besoin d'un coup de main supplémentaire pour certaines d'entre elles, pour survivre et tenir la mise sous cocon, le temps que le redémarrage arrive. Cela va représenter entre 25 et 30 millions d'euros d'argent que nous aurons à gérer au niveau des territoires. Nous avons imaginé, discuté, travaillé cela, en quelques jours avec les collègues, que ce soit au niveau intercommunal, départemental et avec la banque des territoires. Je pense que nous avons là encore un outil supplémentaire qui viendra compléter ce que nous avons déjà.

Voilà ce que je voulais vous dire. Merci encore une fois de votre engagement aux uns et aux autres. Nous aurons demain à réfléchir à la Bretagne de demain, à l'Europe et à la France de demain certainement, mais, pour ce qui nous concerne, à la Bretagne de demain.

À la Région, nous aurons à organiser un travail pour la région des possibles. Cela me semble indispensable. Avec encore une fois ce filtre de l'exemplarité sociale et environnementale, nous aurons à réfléchir à cela. Dans vos moments d'isolement ou de confinement, j'imagine que, comme moi, vous prenez du temps pour y réfléchir.

Aujourd'hui est le temps d'action, demain sera le temps du débat politique, de la reprise du match et bien entendu de la reprise de nos joutes. Aucun problème là-dessus, c'est la démocratie. Aujourd'hui, place à l'action. Et merci encore à chacune et à chacun de votre engagement et de l'énergie que vous mettez pour vos territoires respectifs et pour la Bretagne en général.